Apprendre la langue du pays d'accueil

Une enquête du Conseil de l'Europe et une étude d'impact réalisée en
Flandre

Claire Extramiana et Piet Van Avermaet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/847>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.847

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2010

Pagination : 8-20

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Claire Extramiana et Piet Van Avermaet, « Apprendre la langue du pays d'accueil », *Hommes & migrations* [En ligne], 1288 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/847> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.847

Apprendre la langue du pays d'accueil

Une enquête du Conseil de l'Europe et une étude d'impact réalisée en Flandre

Par Claire Extramiana,
Délégation générale à la langue française et aux langues de France
et Piet Van Avermaet,
Centre pour la diversité et l'apprentissage, université de Gand, Belgique

La fabrique des langues © Isabelle Niot

En Europe, la connaissance de la langue et de la société d'accueil est de plus en plus une condition nécessaire à l'intégration des migrants dans leur pays d'arrivée, qu'il s'agisse d'entrer sur le territoire, d'obtenir l'autorisation de résidence permanente ou d'en acquérir la nationalité. Un grand nombre de pays européens mettent ainsi en place différentes politiques de formation linguistique sanctionnées par des tests. Des enquêtes comparatives conduites en 2007 et 2009 par le Conseil de l'Europe permettent d'en savoir davantage.

C'est dans les années deux mille que la question de l'intégration linguistique des migrants devient un véritable enjeu des politiques publiques dans de nombreux pays d'Europe de l'Ouest, tandis que les grands pays d'immigration du Nouveau Monde mettent en place des mesures similaires. La part des étrangers dans la main-d'œuvre des économies "riches" est considérable en Europe, si l'on considère la période qui débute après la Seconde Guerre mondiale, et il est incontestable que ces salariés d'origine étrangère ont été confrontés, hier comme aujourd'hui, au défi d'apprendre à gérer les échanges de la vie quotidienne dans un nouvel environnement linguistique. Cela étant, la maîtrise de la langue du pays d'accueil pour les étrangers choisissant de s'installer durablement ne constituait pas jusqu'à cette date un objectif de l'action publique. Il est donc permis de s'interroger sur ce nouveau rôle dévolu à la langue du pays d'accueil dans les politiques relatives à l'immigration et à l'intégration.

Parmi les raisons pouvant être invoquées, on pense spontanément à la multiplication des flux migratoires et à leur diversification, à la prédominance de l'immigration familiale par rapport à l'immigration de travail dans des pays d'immigration ancienne, au renouvellement des conceptions relatives à l'intégration. Mais des raisons d'un autre ordre sont sans doute à chercher dans la manière de considérer la langue du pays d'accueil de la part des pouvoirs publics, qui repensent leur politique d'intégration en y adjoignant un volet linguistique. Dans le contexte actuel de pénétration de l'anglais que connaissent les sociétés européennes – excepté les sociétés britannique et irlandaise –, les langues nationales sont effectivement au centre du débat identitaire, pour complexe que paraisse la notion d'identité. Cependant, on relèvera le manque d'études de référence susceptibles d'étayer une compréhension fine des choses.

Afin de mieux comprendre ce que l'on entend par "intégration linguistique", nous avons choisi de présenter une enquête du Conseil de l'Europe qui permet de comparer les politiques mises en place dans une trentaine d'États. En complément de cette enquête sont ensuite présentés les résultats d'une étude d'impact réalisée en 2009 à petite échelle dans la région de Flandre en Belgique.

Des législations récentes en Europe...

Les législations relatives à la maîtrise de la langue du pays d'accueil en Europe s'échelonnent au cours des années deux mille. Que disent ces législations ? Elles font apparaître la langue du pays d'accueil comme une condition de l'intégration des migrants qui rend nécessaire son apprentissage. L'apprentissage de la langue est

ici un critère de la volonté d'intégration de l'étranger qu'il s'agit de vérifier dans la plupart des cas au moyen d'un test de langue. Le niveau de langue requis attesté par la réussite au test de langue devient, dans de nombreux cas, le point nodal des législations.

... et diverses enquêtes

Des enquêtes réalisées au cours des dernières années attestent ainsi la multiplication de tests et de cours dits d'"intégration" mis en place par les pouvoirs publics⁽¹⁾. Début 2007, une étude conduite en coopération avec l'association ALTE (*Association of Language Testers in Europe*, www.alte.org) se donne pour objectif de comparer les politiques d'intégration et d'accès à la nationalité en Europe. Des données sont recueillies par des membres d'ALTE dans dix-huit pays. Alors qu'une enquête réalisée par ALTE en 2002 établissait que 4 pays sur 14 (29 %) liaient l'acquisition de la nationalité à la maîtrise de la langue, l'enquête de 2007 fait apparaître que, cinq ans plus tard, leur nombre était passé à 11 pays sur 18 (61 %) ⁽²⁾.

Dans une étude comparative enfin, Dispas met en évidence que le terme "assimilation" tend à être remplacé dans la plupart des pays concernés par celui d'"intégration", réputé plus politiquement correct⁽³⁾.

L'enquête du Conseil de l'Europe

Les deux enquêtes récentes du Conseil de l'Europe confirment la tendance esquissée. Afin de connaître les mesures adoptées dans ses États membres, le Conseil de l'Europe a conduit fin 2007 et 2009 une enquête présentée lors des conférences intergouvernementales de juin 2008 et 2010⁽⁴⁾. Cette enquête a été réalisée au moyen d'un questionnaire adressé aux délégués du Comité européen pour les migrations (qui représentent 44 États membres) portant sur la maîtrise de la langue du pays d'accueil comme condition d'entrée sur le territoire, de résidence permanente et d'acquisition de la nationalité. Cela concernait pour ces trois situations le cadre légal et réglementaire, l'existence d'un programme d'intégration, les cours de langue et de connaissance de la société d'accueil, les tests et niveaux requis, les contenus des cours, les coûts supportés par les migrants et les sanctions. À cela s'ajoutait en 2009 la démarche qualité pour les cours, l'évaluation des formations et des programmes mis en place ; une question supplémentaire concernait enfin l'usage des technologies de l'information.

Tableau 1 : La maîtrise de la langue chez les migrants adultes. Une comparaison des enquêtes 2007 et 2009 du Conseil de l'Europe

Une comparaison des enquêtes 2007 et 2009

Le pourcentage de pays concernés par des mesures relatives à la connaissance de la langue du pays d'accueil dans le cadre des politiques d'intégration reste le même (75 %). Le tableau 1 met en évidence les changements intervenus entre les deux dates, qu'il s'agisse de l'entrée sur le territoire, de la résidence permanente ou de l'acquisition de la nationalité.

En 2007, 62 % des pays (13 sur 21) déclarant des mesures liées à la langue proposaient des cours de langue officiels. Dans les autres pays (48 %), l'apprentissage de la langue du pays d'accueil était à la charge du migrant. 46 % des pays (6 sur 13) mettaient en place des cours de langue officiels et obligatoires. En 2009, ce sont 82 % des pays (19 sur 23) qui proposent des cours de langue officiels. Pour 42 % de ces pays (8 sur 19), le cours de langue est obligatoire ; il est optionnel pour 58 % (11 sur 19).

À côté de la connaissance de la langue, de nombreux pays déclarent un volet de connaissance de la société (normes et valeurs) qui prend la forme d'un test ou d'un

cours. D'après l'enquête de 2007, c'est le cas pour 48 % d'entre eux (10 sur 31). Les données collectées ne faisant pas toujours apparaître clairement s'il s'agit d'un test ou d'un cours, le volet de connaissance de la société d'accueil était fréquemment intégré au cours de langue. L'enquête 2009 fait apparaître une nette augmentation (87 %, soit 20 pays sur 23). Tous déclarent mesurer la connaissance de la société d'accueil au moyen d'un test, mais tous ne proposent pas de cours dans ce domaine. Le test est optionnel dans deux pays. Dans 50 % des cas, le test est obligatoire, les choses étant moins claires pour le reste des pays, mais on peut supposer que des questions relatives à la connaissance de la société d'accueil sont intégrées dans le test de langue.

Une immigration sous conditions

Le premier constat est que nous avons affaire à une situation évolutive, les changements intervenus entre 2007 et 2009 concernant environ la moitié des États. On relève ainsi une légère augmentation pour la connaissance de la langue et une nette augmentation pour la connaissance de la société du pays d'accueil. Les mesures rela-

**Deux fois plus de pays
d'Europe de l'Ouest lient
la résidence permanente
à la maîtrise de la langue
qu'en Europe de l'Est
(84 % pour 30 %).**

tives à l'entrée sur le territoire concernent 4 pays en 2007, 6 en 2009, auxquels viendront s'ajouter à brève échéance deux pays, tandis que d'autres pays l'envisagent sérieusement. Dans quelques cas, le niveau de langue requis, repéré dans le Cadre européen commun de référence pour les langues⁽⁵⁾ (2001), a été relevé. Une autre tendance est l'absence de

cours publics dans un certain nombre de pays. En 2007 comme en 2009, on observe, par ailleurs, que les besoins spécifiques des migrants sont rarement pris en compte dans les programmes de formation alors même qu'il s'agit de besoins de communication fonctionnelle. Le recours aux TIC est peu important : il est constaté dans 5 pays seulement, 4 pays l'envisageant pour l'avenir. Le tableau 2 fait apparaître des pratiques différentes pour deux groupes de pays selon qu'ils sont situés en Europe de l'Ouest ou de l'Est, cette distinction étant purement géographique.

Tous les pays conditionnant l'entrée sur le territoire à la maîtrise de la langue sont situés en Europe de l'Ouest, ce qui représente 6 pays sur 13. Deux fois plus de pays d'Europe de l'Ouest lient la résidence permanente à la maîtrise de la langue qu'en Europe de l'Est (84 % pour 30 %). En revanche, tous les pays d'Europe de l'Est font de la maîtrise de la langue une condition pour l'accès à la nationalité, ce qui est le cas pour 84 % des pays en Europe de l'Ouest.

Tableau 2 : Comparaison entre pays d'Europe de l'Ouest et de l'Est sur la base des résultats de l'enquête 2009

Quel niveau de langue pour la résidence permanente, l'entrée sur le territoire et l'acquisition de la nationalité ?

En Europe de l'Ouest, c'est la résidence permanente qui constitue, d'un point de vue chronologique, le noyau dur des législations, lesquelles ont été adoptées ou sont adoptées en premier par rapport à l'acquisition de la nationalité ; selon les cas, une législation relative à l'entrée sur le territoire, notamment dans le cadre du regroupement familial, est adoptée après ou avant la législation relative à la résidence permanente. Il s'ensuit qu'une offre de cours est mise en place dans le cadre de la résidence permanente par les pouvoirs publics – État, régions (cantons pour la Suisse) ou communes –, cette offre de cours étant majoritairement obligatoire.

Le niveau requis moyen pour la résidence permanente tourne autour de A2/B1 du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) avec six réponses pour A2, trois réponses pour B1. Pour l'entrée sur le territoire, le niveau requis est inférieur et va de A1 moins (Pays-Bas et Danemark) ou A1.1 (France, Luxembourg) à A1 (Allemagne, Royaume-Uni, Liechtenstein). Les mesures relatives à l'entrée sur le territoire prévoient en plus du cours et/ou du test de langue un volet sur les valeurs de la société d'accueil (valeurs de la République en France) comme pour la résidence permanente. Le niveau requis pour l'acquisition de la nationalité, quand il est référé au CECRL, est soit le même que pour la résidence permanente, soit plus élevé. D'une manière générale, le niveau requis est plus élevé au nord de l'Europe qu'au sud, ce qui va de pair avec une intervention des pouvoirs publics plus importante au nord qu'au sud.

La prise en compte des profils d'apprentissage des apprenants

Certains pays ont opté pour une logique différente du niveau requis unique afin de cibler des profils d'apprentissage différents qui appellent une réponse spécifique en termes de formation. Le Danemark prend ainsi en compte trois profils : apprenants peu scolarisés, apprenants ayant une scolarité moyenne et longue, pour lesquels sont respectivement requis les niveaux A2, B1 et B2. L'Allemagne propose des cours visant les niveaux B1 et A2 en fonction des apprenants ; les Pays-Bas font la différence entre les nouveaux arrivés (A1/A2) et les anciens (A2). Le Royaume-Uni apprécie la volonté d'intégration de l'étranger selon les progrès accomplis jusqu'au niveau B1 (progresser d'un niveau = de A2 à B1 par exemple). La Norvège ne pense pas en termes de niveau mais d'heures de cours, un cours représentant de 300 à 3 000 heures, pour lesquelles un minimum de 300 heures doivent être suivies.

Pour les personnes non scolarisées ou peu scolarisées dans leur pays d'origine, l'acquisition de l'écrit constitue un défi relevé par un certain nombre de pays. La France, puis le Luxembourg, ont ainsi opté pour le niveau A1.1, précisément accessible dans un premier temps pour les apprenants "peu lecteurs-scripteurs". Ailleurs, un module d'alphabétisation peut être prévu : c'est le cas au Luxembourg, en Autriche, en Suède, au Liechtenstein. De la même manière, la durée des cours peut être plus longue pour les apprenants peu scolarisés : 300 heures en plus des 900 heures en Allemagne, 40 semaines en plus des 20 à 30 semaines en Finlande, jusqu'à 3 000 heures de cours en Norvège.

L'intégration linguistique au regard de la nationalité en Europe de l'Est

En Europe de l'Est, ce n'est pas la résidence permanente mais l'acquisition de la nationalité qui donne lieu à une exigence de maîtrise de la langue dans le plus grand nombre de pays. Sur dix pays concernés, seulement trois lient ainsi la résidence permanente à la maîtrise de la langue (en Estonie la minorité russe doit attester la maîtrise du niveau B1, la Lituanie et la République tchèque sont également concernées depuis 2009). La maîtrise de la langue est appréciée le plus souvent au cours d'un entretien administratif, au moyen d'un test sur la constitution (Hongrie, Arménie), la Turquie demandant un certificat de langue. L'Estonie, la Lituanie et la Slovénie ont mis en place un test de langue auquel s'ajoute un test de "connaissance de la société" pour la Slovénie. La Pologne le prévoit. L'offre de cours, quand elle existe, est optionnelle, sauf pour la Lituanie.

Des cours et des tests mis en place par les États

Cela concerne la majorité des pays d'Europe de l'Ouest, dans lesquels la maîtrise de la langue est une obligation inscrite dans la loi. En France, en Allemagne, au Danemark, en Norvège, au Luxembourg, en Grèce, les cours et tests de langue sont gratuits pour le bénéficiaire dès lors qu'ils sont obligatoires. Dans des cas plus rares, ils sont partiellement à la charge du migrant, comme en Autriche (cours partiellement remboursés) ou en Finlande (cours obligatoires gratuits, test payant). Ils sont entièrement à la charge du migrant aux Pays-Bas et au Liechtenstein (pas d'offre de cours publique, test payant), de même qu'au Royaume-Uni (cours optionnels et test obligatoire payant).

En dehors de quelques cas comme la Norvège, qui a rendu obligatoire l'assiduité à au moins 300 heures de cours de langue, l'obtention de la résidence permanente ou de la nationalité est conditionnée par la réussite du test de langue s'accompagnant, le cas échéant, d'un test sur la société d'accueil. L'assiduité aux cours et la réussite au test, là où il n'est pas obligatoire, sont liées à des avantages et des sanctions, un fait qui vaut surtout pour l'Europe de l'Ouest. Les sanctions peuvent être financières avec la réduction des allocations ou la prise en charge intégrale des cours par le migrant. Les avantages peuvent prendre la forme d'un remboursement partiel des frais de cours ou de test.

L'apprentissage de la langue comme un droit

Là où la maîtrise de la langue ne constitue pas une obligation, on trouve souvent une offre de cours spécifique et financée par les pouvoirs publics. C'est le cas en Belgique (Wallonie) où sont mises en place des formations au titre de la promotion sociale, avec le concours de l'association Lire et Écrire. En Irlande, des cours sont dispensés aux réfugiés. La Suède confie aux municipalités le soin d'organiser des cours. En Serbie, des cours sont proposés aux demandeurs d'asile et aux travailleurs migrants. Parfois, comme au Royaume-Uni ou en Espagne, les migrants ont accès à l'offre générale de cours.

L'utilisation des fonds publics

Ce qu'on désigne sous le terme de “démarche qualité” est une préoccupation pour les pays d'Europe de l'Ouest ayant mis en œuvre une politique d'intégration linguistique. Dès lors que la maîtrise de la langue est légalement requise, une offre de cours est assurée par les pouvoirs publics (État, régions, communes) ou financée par eux quand le marché de la formation est privé ou associatif. Les questions qui en découlent concernent : la labellisation des cours, le contrôle des organismes de formation, la qualification des formateurs. Si les États interrogés déclarent généralement exercer un contrôle pour au moins une de ces trois questions, rares sont les cas où ils interviennent de manière directe dans le contenu des cours. Il en résulte que le programme ou *curriculum* des cours n'est prescrit que dans peu de cas (Allemagne, Danemark, Pays-Bas...) même si la référence au CECRL est générale.

On relève, par ailleurs, que l'impact des programmes financés sur fonds publics reste une question entière que n'épuisent pas les statistiques relatives au nombre d'apprenants ou de candidats subissant avec succès le test de langue. Des évaluations externes sont parfois réalisées, c'est le cas de l'Allemagne, du Danemark ou de la Grèce. Le Danemark a ainsi évalué en 2007, quatre ans après l'introduction de son programme, une enquête sur le nombre de candidats au test, les résultats, de même que la satisfaction des apprenants et celle des employeurs. L'évaluation a permis de conclure à l'efficacité du programme mis en place en 2003.

Une étude d'impact en Flandre (Belgique)

Comme on le sait maintenant, un nombre croissant de pays conduisent une évaluation (interne ou externe) des politiques d'intégration mises en œuvre au cours de la dernière décennie. Pour autant, on sait peu de choses, semble-t-il, sur l'impact

sociétal de ces politiques. Quelles en sont les retombées en termes de cohésion sociale ? Quelles sont les retombées d'un test ou d'un certificat de langue en termes d'intégration ou pour l'accès à l'emploi ? Quelle valeur est accordée par l'employeur à ce test ou certificat obtenu au cours d'un programme d'intégration ? Les migrants ayant passé un test de langue ou suivi une formation linguistique dans le cadre des politiques d'intégration sont-ils perçus par les membres de la société d'accueil comme mieux intégrés ? La réponse à ces questions est d'importance car ce sont précisément ces arguments qui sont souvent utilisés pour justifier les politiques mises en place.

En Flandre, une étude d'impact a été conduite en 2009 par le Centre pour la diversité et les apprentissages de l'université de Gand en coopération avec des étudiants de la même université. Il s'agit précisément là d'une étude d'impact modeste. Sous la supervision scientifique d'un chercheur de ce centre, un groupe de dix étudiants a réalisé 40 interviews auprès de trois catégories d'acteurs : les formateurs intervenant dans les programmes d'intégration, les migrants et les membres du "groupe majoritaire", lequel comprend les employeurs, les personnes travaillant dans les agences pour l'emploi et des gens de la rue. La question centrale était "que pensent les acteurs de la politique d'intégration menée en Flandre ?". Les interviews réalisées sur la base de questionnaires semi-structurés ont été enregistrées, transcrites puis analysées. L'objectif principal de l'étude n'était pas de prouver la réussite, les limites ou l'échec de la politique d'intégration mise en place en Flandre, mais d'explorer le sujet et de présenter des tendances pouvant alimenter de futures recherches.

Avant de présenter les principales conclusions de cette étude, il est important de donner un aperçu de la situation en Flandre⁽⁶⁾. Les primo-arrivants et certains migrants vivant depuis un certain temps en Flandre doivent suivre un programme d'intégration (*inburgeringscursus*). Ce programme se compose de 180 heures de cours de langue visant le niveau A1 du CECRL, suivies d'un cours de 30 heures de connaissance de la société dans la langue du migrant. L'assiduité à ces deux formations donne lieu à la délivrance d'un "certificat d'intégration". Il n'y a pas de test de langue standardisé, c'est le formateur qui choisit de développer tel ou tel test. La réussite ou l'échec à l'évaluation n'influent pas sur l'obtention du "certificat d'intégration". Après ce programme obligatoire, le candidat peut suivre une seconde formation linguistique, visant le niveau A2 du CECRL, qui est optionnelle.

Le groupe des formateurs

Comme nous l'avons dit, la procédure d'évaluation n'est pas standardisée. Pour la plupart des formateurs cela ne représente pas un problème dès lors qu'ils ont la possibilité de développer leurs propres outils d'évaluation. Mais il ressort de la

plupart des entretiens que le test, alors même qu'il n'est pas officiel, garde toute son importance au regard de la procédure d'obtention du certificat d'intégration : *“Ne pas faire passer de test à l'issue de la formation est inacceptable de la part des collègues. Ils [les migrants] doivent faire un effort.”* Certains formateurs considèrent que le test est secondaire par rapport à d'autres aspects du processus d'intégration : *“Le test n'est rien de plus qu'une photographie. Nous regardons d'autres aspects tels que la participation et l'implication dans le cours, de même que la motivation. Nous expérimentons actuellement une évaluation en continu (grilles d'observation, portfolio...)”*

Le groupe des migrants

On a distingué les migrants participant à un programme d'intégration, ceux qui venaient de le réaliser et ceux qui l'avaient réalisé au moins un an avant l'entretien. La première catégorie juge la formation très utile et nécessaire, y compris le certificat d'intégration, et y voit la possibilité d'augmenter ses chances d'obtenir un emploi. Parmi ceux qui ont réalisé le programme d'intégration depuis au moins un an, ceux qui ont trouvé un emploi portent un jugement en général positif, tandis que ceux pour lesquels ce n'est pas le cas en ont une perception plutôt négative. Ceux qui ont suivi la formation depuis plus longtemps déclarent que les connaissances linguistiques acquises au cours de la formation n'ont pas été d'une réelle utilité au moment de la recherche d'emploi ou sur le poste de travail. Enfin, des migrants résidant en Flandre depuis plus longtemps regrettent de ne pas avoir pu bénéficier d'une formation linguistique : *“J'ai pris des cours de néerlandais au bout de plusieurs années de vie en Flandre. J'aurais dû le faire dès le départ, parce qu'apprendre une langue prend du temps. Un cours de six mois, par exemple, ne sert à rien. J'ai mis en tout 4-5 ans avant de maîtriser le néerlandais. Et je fais encore des fautes.”*

Le groupe des citoyens belges (flamands)

Aucune des personnes de ce groupe ne connaît de près ou de loin la politique d'intégration linguistique conduite en Flandre. Une fois informées, la moitié des personnes déclarent préférer un test standardisé à la procédure actuelle d'évaluation : *“Sinon ce n'est pas juste pour les migrants. C'est là sans doute le point faible de la politique d'intégration. C'est la seule manière d'être juste. Ça permet de savoir s'ils ont tous le même niveau de compétence.”*

L'autre moitié marque un désaccord par rapport à un test central. Un test à la fin du cours est nécessaire mais les formateurs sont jugés suffisamment compétents pour développer et administrer ce test. Certains font le parallèle avec l'école obligatoire en Belgique : *“À l'école aussi, les examens sont différents d'un endroit à l'autre”. “Non, ce n'est pas indispensable, mais tous les apprenants doivent être correctement traités, ce qui implique un*

contrôle”. “Un test général n’est pas nécessaire. Je suppose que les formateurs reçoivent tous les mêmes consignes pour l’évaluation.”

Le groupe des employeurs et des agences pour l’emploi

La plupart des employeurs déclarent ne pas réclamer de certificat de néerlandais ni tester de manière officielle la compétence linguistique des candidats. Pour la plupart d’entre eux, le certificat d’intégration n’a pas de réelle valeur. L’impact de la politique d’intégration est limité de leur point de vue. À défaut d’outil d’évaluation, le critère de sélection est l’entretien avec le candidat à l’emploi qui, semble-t-il, a toujours lieu en néerlandais. Les employeurs déclarent se faire, au cours de l’entretien, une idée du niveau de néerlandais requis selon eux pour le poste de travail. Ils expriment parfois un point de vue pragmatique, fonctionnel, des choses : “On parle souvent à l’usine un jargon spécifique et aussi un mélange de néerlandais standard et de dialecte. Quand le dialecte est plus fonctionnel et qu’il se comprend, il n’y a pas de problème.”

La compétence linguistique à l’épreuve du marché de l’emploi

Il ressort, cependant, de la plupart des entretiens que ce sont les facteurs économiques, plus que la compétence linguistique, qui déterminent les chances de trouver un emploi. C’est là une conclusion qui contraste avec ce qui est souvent déclaré au début de l’entretien : “Dans la branche de la propreté, les salariés ne parlent pas la langue. La plupart des familles qui emploient des migrants pour le ménage parlent anglais ou français”. “Il y a un besoin important d’électriciens, du coup la plupart des entreprises déclarent leur donner une chance même s’ils ne maîtrisent pas la langue à 100 %”. “Ce qui compte, c’est le diplôme et les compétences pratiques. On manque de soudeurs. Les migrants polonais peuvent combler ce manque. La langue n’est pas un problème ici.”

La totalité des agences pour l’emploi interrogées déclarent ne pas “tester” les migrants en recherche d’emploi. L’entretien avec le demandeur d’emploi semble un moyen approprié pour se former une opinion précise sur ses compétences linguistiques : “C’est au cours de l’entretien avec la personne que je vois si sa maîtrise du néerlandais est basse, moyenne ou élevée.”

De la même manière, une attestation d’assiduité au cours d’intégration ou cours de langue n’a qu’une valeur limitée : “À quoi bon prouver qu’ils ont suivi un cours d’intégration ou un cours de néerlandais ?”

Dans certains entretiens, il est fait référence aux connaissances linguistiques et à l’entretien d’embauche comme à un mécanisme d’exclusion permettant de barrer

l'accès au travail aux migrants : “*Il arrive que les employeurs renvoient des salariés migrants pour des problèmes de communication à l'usine. J'ai l'impression que c'est souvent un faux argument qui masque une discrimination à l'encontre de salariés migrants.*” ■

Bibliographie

- Adami H., *La formation linguistique des migrants*, Paris, CLE International, 2009.
- Conseil de l'Europe, *Cadre européen commun de référence pour les langues : Apprendre, Enseigner, Évaluer* Paris, Didier, 2001.
- Dispas C., *Integration Programmes for Foreigners: A Comparative Study of the Policies Applied in Ten European Countries* thesis at University of Leuven, unpublished MA, 2003.
- Extra G., Spotti M. & Van Avermaet P. (Eds.), *Language Testing, Migration and Citizenship: Cross-National Perspectives on Integration Regimes*, London, Continuum, 2009.
- Foblets M.-C., Himmet A., Wets J. and Yanasmayan Z., *Language and Integration Requirements in Belgium: Discordances between the Flemish Policy of 'Inburgering' and the Federal Legislators' View(s) on Integration of Newcomers and Migrants*, paper presented at the seminar 'Language and Integration Tests for Newcomers and Future Citizens', Nijmegen, Radboud University, 2008.
- Gysen S., Kuijper H. & Van Avermaet P., “Language Testing in the Context of Immigration and Citizenship: The Case of the Netherlands and Flanders (Belgium)”, in *Language assessment Quarterly*, n°6, 2009, pp. 98-105.
- Leung C. et Lewkowicz J., “Expanding Horizons and Unresolved Conundrums: Language Testing and Assessment”, in *TESOL Quarterly*, n°40, 2006, pp. 211-234.
- Leclercq V., “La formation linguistique des migrants des années soixante aux années quatre-vingt”, in *Éducation permanente*, n° 183, 2010.
- Van Avermaet P., “Fortress Europe? Language Policy Regimes for Immigration and Citizenship”, in Hogan-Brun G., Mar-Molinero C. et Stevenson P. (éd.), *Testing Regimes: Cross-national Perspectives on Language, Migration and Citizenship. Discourse Approaches to Politics, Society and Culture Series*, Amsterdam, Benjamins, 2009.
- Van Avermaet P. and Gysen S., One “Nation, Two Policies: Language Requirements for Citizenship and Integration in Belgium”, in Extra G., Spotti M. et Van Avermaet P. (éd.), *Language Testing, Migration and Citizenship: Cross-National Perspectives on Integration Regimes*. London, Continuum, 2009.
- Van Oers R., *De Naturalisatietoets Geslaagd? Een Onderzoek naar de Totstandkoming en Effecten van de Naturalisatietoets*, Nijmegen, Wolf Legal Publishers, 2006.

Notes

1. Voir Leung C. et Lewkowicz J., “Expanding Horizons and Unresolved Conundrums: Language Testing and Assessment”, in *TESOL Quarterly*, n°40, 2006, pp. 211-234.
Leclercq V., “La formation linguistique des migrants des années soixante aux années quatre-vingt”, in *Éducation permanente*, n° 183, 2010 ; Foblets M.-C., Himmet A., Wets J. and Yanasmayan Z., *Language and Integration Requirements in Belgium: Discordances between the Flemish Policy of 'Inburgering' and the Federal Legislators' View(s) on Integration of Newcomers and Migrants*, paper presented at the seminar 'Language and Integration Tests for Newcomers and Future Citizens', Nijmegen, Radboud University, 2008 ; Extra G., Spotti M. & Van Avermaet P. (éd.), *Language Testing, Migration and Citizenship: Cross-National Perspectives on Integration Regimes*, London, Continuum, 2009.
2. Pour une comparaison détaillée des politiques menées en Europe dans ce domaine, nous renvoyons à Van Avermaet P., “Fortress Europe? Language Policy Regimes for Immigration and Citizenship”, in Hogan-Brun G., Mar-Molinero C. et Stevenson P. (éd.), *Testing Regimes: Cross-national Perspectives on Language, Migration and Citizenship. Discourse Approaches to Politics, Society and Culture Series*, Amsterdam, Benjamins, 2009 ; Van Oers R., *De Naturalisatietoets Geslaagd? Een Onderzoek naar de Totstandkoming en Effecten van de Naturalisatietoets*, Nijmegen, Wolf Legal Publishers, 2006.
3. Dispas C., *Integration Programmes for Foreigners: A Comparative Study of the Policies Applied in Ten European Countries* thesis at University of Leuven, unpublished MA, 2003.
4. www.coe.int/t/dg4/linguistic/default_FR.asp
5. Le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) définit des niveaux de maîtrise de la langue permettant de mesurer les progrès des apprenants à chaque étape de l'apprentissage tout au long de la vie.
6. Pour une description plus détaillée, on se reportera à Van Avermaet P. and Gysen S., One “Nation, Two Policies: Language Requirements for Citizenship and Integration in Belgium”, in Extra G., Spotti M. et Van Avermaet P. (éd.), *Language Testing, Migration and Citizenship: Cross-National Perspectives on Integration Regimes*. London, Continuum, 2009 ; Gysen S., Kuijper H. & Van Avermaet P., “Language Testing in the Context of Immigration and Citizenship: The Case of the Netherlands and Flanders (Belgium)”, in *Language assessment Quarterly*, n°6, 2009, pp. 98-105.